



Revue de presse



Mercredi 30 Mars 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Clôture de 11 comptes d'affectation spéciale avant fin 2022](#)

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya a indiqué, mardi à Alger, que 11 comptes d'affectation spéciale seraient clôturés avant la fin de l'année 2022. Répondant aux membres du Conseil de la nation, lors d'une séance plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, consacrée au débat et au vote du texte de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2019, M. Raouya a indiqué que "cette mesure qui s'inscrit dans le cadre de la réforme du budget général, permettra d'améliorer la gouvernance et assurera une meilleure maîtrise des recettes et des dépenses publiques".



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Adoption du texte de loi portant règlement budgétaire 2019](#)

Le texte de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2019 a été adopté à l'unanimité mardi à Alger par les membres du Conseil de la nation. Le texte de loi a été adopté lors d'une séance de vote tenue sous la présidence de M. Salah Goudjil, président du Conseil, en présence de 90 membres en plus de 36 membres ayant voté par procuration.



PRÉCISIONS La DGI nous écrit

Suite à notre Radar faisant état du piratage de son site web, la Direction générale des impôts (DGI) précise qu’“un dysfonctionnement de la plateforme d’hébergement mutualisé du prestataire de services est survenu le 27 mars 2022 au matin, causant des perturbations qui ont duré quelques minutes. Ce dysfonctionnement, dû à un défaut technique et non à un piratage, a, entre autres, interrompu l’accès pendant quelques minutes au site de la DGI, publiant à sa place un autre site web client de la même plateforme d’hébergement. Selon le rapport d’incident technique communiqué par le prestataire de services (l’hébergeur), l’intégralité des données et l’espace d’hébergement demeurent inviolés et aucun acte préjudiciable ou malveillant n’a été perpétré à l’encontre du site web de la DGI”.



INTERDICTION D’EXPORTATION DE PRODUITS IMPORTÉS (SUBVENTIONNÉS) : Les exportateurs de fruits et légumes pénalisés

Après les producteurs de boissons, c’est au tour des exportateurs de fruits et légumes de subir les méfaits d’une telle mesure sur leurs activités.

L’interdiction d’exportation de produits importés (subventionnés) prise par les pouvoirs publics continue de faire des victimes parmi les exportateurs. Après les producteurs de boissons, c’est au tour des exportateurs de fruits et légumes de subir les méfaits d’une telle mesure sur leurs activités. C’est le cas de l’entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (Eurl) Siga Export, spécialisée dans l’exportation des fruits et légumes et de produits agroalimentaires vers le Canada. Cette société vit, selon son gérant, une situation difficile marquée par un manque à gagner flagrant en cette période de forte demande de la communauté nationale établie à l’étranger, à deux jours du début du mois de Ramadhan. Avec cette décision, l’on prive de ce fait les émigrés des produits purement algériens et leur fragrance à laquelle ils sont habitués, surtout pendant le mois sacré.

“La totalité des produits que nous exportons ne sont pas subventionnés. Cependant, ceux interdits à l’export ont été bien identifiés par le président de la République lors du Conseil des ministres. Il s’agit du sucre, de l’huile, des pâtes, de la semoule et de tous les dérivés du blé”, précise le patron de Siga Export. Mieux, argue-t-il, l’on n’enregistre pas localement, en ce moment, une grande consommation des produits exportés par cette entreprise. Il ne peut y avoir ainsi de pénurie, synonyme de flambée des prix sur le marché national, avance-t-il comme autre argument.

“Les opérations d’exportation que nous réalisons n’ont aucun impact sur le pouvoir d’achat des Algériens”, explique le premier responsable de Siga Export. En revanche, nuance-t-il, les conséquences sur la société sont perceptibles et lourdes. À cause de cette décision, elle va certainement perdre ses clients au Canada. “Notre crédibilité vis-à-vis de nos partenaires canadiens risque d’être entachée et entravée”, observe-t-il. L’autre méfait engendré par cette mesure a trait à la diminution des entrées en devises du pays puisque les activités de ces exportateurs sont interdites et leurs marchandises bloquées au niveau des ports et aéroports, ainsi qu’aux frontières. En privilégiant le transport aérien dans l’acte d’exporter, cet opérateur ainsi que ses confrères vont provoquer des pertes considérables sur le plan financier à la compagnie nationale Air Algérie.

Les émigrés privés de produits “made in bladi”

L’impact est d’autant plus négatif en termes de recettes pour la Compagnie nationale de navigation (Cnan), pour ceux qui choisissent le transport maritime. Pourtant, cette interdiction intervient au moment où ces deux entreprises publiques ont besoin de rééquilibrer leurs budgets, elles qui subissent toujours les retombées de la double crise économique et sanitaire, provoquée par la pandémie de Covid-19. Par ailleurs, le patron de Siga Export n’a pu envoyer, a-t-il affirmé, qu’un seul container de marchandises, alors qu’en cette période précise de l’année, il multipliait d’habitude le nombre d’opérations d’exportation vers le Canada. “Cette décision est incompréhensible et injustifiée”, a-t-il conclu. Cela étant, le chef de l’État a eu à le rappeler dimanche, lors du dernier Conseil des ministres : “Il faut faire preuve de vigilance quant à la mise en œuvre rigoureuse des mesures d’interdiction d’exportation des produits alimentaires de base.”

Abdelmadjid Tebboune a même chargé le ministre de la Justice d’élaborer un “projet de loi criminalisant l’exportation de produits non fabriqués localement, étant un acte de sabotage de l’économie nationale”. Même si les raisons qui ont motivé cette décision n’ont pas été clairement évoquées, il va sans dire que les plus hautes autorités du pays veulent protéger davantage le marché local en couvrant les besoins nationaux, afin d’éviter les pénuries de ces produits qui ont engendré, rappelons-le, des flambées ininterrompues de leurs prix ces derniers mois à travers tout le territoire. Ce qui déconcerte les opérateurs économiques concernés par cette mesure, en revanche, c’est le caractère définitif et exécutoire qu’elle revêt. “Pourquoi l’on parle d’interdiction directe et non pas de suspension ?” s’est interrogé un exportateur. Cela risque de mettre en péril, faut-il le souligner, l’avenir de nombreuses sociétés qui activent dans le commerce extérieur, emploient des dizaines de personnes, créent de la richesse et font gagner au pays des montants non négligeables en devises.



ÉNERGIE : Le marché pétrolier dans l’expectative

Les prix du pétrole ont reculé hier, dans le sillage d’informations faisant état d’avancées dans les pourparlers de paix entre la Russie et l’Ukraine, entamés en Turquie. Les cours de l’or noir

étaient déjà en proie à une forte volatilité, suite aux nouveaux verrouillages en Chine pour freiner la propagation du coronavirus, ce qui a nui à la demande de carburant. Le brut Brent a chuté de plus de 5 %, en cours de cotation hier, reculant à 106 dollars le baril alors que le brut américain West Texas Intermediate (WTI) a baissé à moins de 100 dollars perdant plus de 7 % .

Les deux indices avaient déjà perdu environ 7% de leur valeur lors de la séance de lundi avant de remonter dans un contexte de forte volatilité. Les marchés sont fébriles, en raison d'un probable assouplissement des sanctions occidentales contre la Russie, en cas de compromis suite aux pourparlers de paix entre l'Ukraine et la Russie. Une option qui n'est pas encore claire. Les négociateurs ukrainiens et russes se sont rencontrés en Turquie pour les premiers entretiens directs, en près de trois semaines. Le négociateur russe en chef a déclaré, selon Reuters, que les pourparlers étaient «constructifs». L'Ukraine a proposé d'adopter un statut neutre en échange de garanties de sécurité, lors des pourparlers, ce qui signifie qu'elle ne rejoindrait pas d'alliances militaires ou n'accueillerait pas de bases militaires, ont déclaré les négociateurs ukrainiens. Les sanctions imposées à la Russie suite à son invasion de l'Ukraine ont perturbé l'approvisionnement en pétrole, faisant grimper les prix à plus de 139 dollars, pour le Brent, début mars. Depuis à quelques exceptions près, de fortes fluctuations quotidiennes d'environ 2% à 3% sont devenues presque la norme, les marchés réagissant fébrilement aux nouvelles liées aux sanctions contre la Russie, les craintes d'approvisionnement en pétrole et les préoccupations en matière de demande.

Le marché pétrolier attend par ailleurs la tenue de la réunion des pays membres de l'alliance OPEP+ qui devait également s'en tenir à son plan d'augmentation modeste en mai, lors de la réunion prévue demain, malgré une flambée des prix due à la crise ukrainienne et aux appels des États-Unis et d'autres consommateurs pour plus d'approvisionnement. Les ministres de l'Énergie d'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, membres clés de l'OPEP+, ont déclaré que le groupe de producteurs «n'avait pas à s'engager dans la politique» en réponse aux pressions les incitant à prendre des mesures contre la Russie suite à son invasion de l'Ukraine. Les pays membres de l'OPEP ont déclaré que «les États-Unis devaient faire confiance à la stratégie de production de pétrole de l'Organisation». «Nous savons ce que nous faisons», a ainsi déclaré le ministre de l'Énergie des Émirats arabes unis, lors d'une conférence à Dubaï.

«Nous sommes des experts dans notre domaine, et nous traçons des stratégies de production depuis très longtemps», a déclaré Suhail al Mazrouei, alors qu'il assistait à une conférence sur l'énergie à Dubaï, aux côtés de son homologue saoudien. «La volatilité d'aujourd'hui aurait été encore pire si l'OPEP+ n'avait pas été ensemble et n'avait pas existé», a déclaré pour sa part, le ministre saoudien de l'Énergie, le prince Abdelaziz ben Salman, lors de la conférence.

Recouvrement fiscal et livret foncier Des missions d'information parlementaires dans 17 wilayas

Des missions d'information sur le faible taux de recouvrement fiscal et les saisies douanières ont été lancées à l'Assemblée populaire nationale (APN), après la détermination affichée de l'Exécutif à lutter efficacement contre l'évasion et la fraude fiscales, dans une enquête qui touchera 17 wilayas. Les membres de ces missions devront enquêter également sur les conditions de livraison du livret foncier, a fait savoir à des médias le président de la Commission des finances et du budget, Bakhouche Seddik (FLN). La collecte et recouvrement de la fiscalité est estimée à 13 milliards de dinars, en plus de gérer les saisies douanières et de faciliter le processus de leur vente, en particulier celles qui ont été saisies en raison du phénomène de contrebande aux frontières. Ces missions d'information devront évaluer l'ampleur de ce phénomène pour l'économie nationale, afin de mettre en œuvre des moyens pour modifier la législation actuelle et corriger les erreurs sur le terrain, en soumettant des recommandations et les résultats aux autorités supérieures du pays, a ajouté ce parlementaire.

Selon ce dernier, le sujet du livret foncier a été approuvé par l'instruction n° 1, émise en janvier 2021 par les services du Premier ministre, qui affirme que le citoyen a le droit d'obtenir son livret foncier dans un délai qui n'excède pas trente jours, fait l'objet d'une enquête de la commission." On veut savoir quels sont les obstacles qui ne permettent pas d'obtenir le document susmentionné, dans ce délai et donc nous serons autorisés à traiter le problème ", a indiqué le député Bakhouche Seddik. " La situation sera corrigée, soit en modifiant le texte législatif qui permettra aux administrations ou aux autorités publiques de régler le problème, soit en alertant les autorités publiques qu'il y a un problème dans l'octroi du livret foncier, et de corriger la situation en les exhortant à mettre en place des mécanismes par lesquels le citoyen sera autorisé à obtenir le livret foncier ", a-t-il poursuivi. Quant au deuxième sujet, qui fait l'objet du suivi de la mission d'information de la Commission des finances, il s'agit du recouvrement des impôts sur la base de ce qui était prévu dans la loi de règlement budgétaire pour l'année 2019, qui vient d'être entérinée par l'APN, où une importante fraude fiscale de près de 13 milliards de dinars a été constatée.

" Nous voulons cerner la problématique liés à la direction des impôts, qui ne reçoit pas ces fonds, afin d'éviter le déficit budgétaire, qui se dresse chaque année comme un obstacle dans le projet de loi de finances ", a expliqué le député de Tébessa. Quant au troisième thème, selon le président de la commission, il concerne les services douaniers algériens, " si bien que nous avons retenu trois thèmes dans ce domaine dont le premier est le recouvrement des douanes selon ce qui était prévu dans la loi de finances pour l'année 2022.

La Commission s'attèlera sur la manière de recouvrement fiscal par les Douanes et si la règle douanière approuvée par les services des douanes est appropriée ou non, où nous nous situerons si la collection est faible, et comment la question sera traitée à l'avenir, mais si elle est absente, nous passerons en revue les obstacles les plus importants qui ont conduit à cela.

Lors d'un exposé devant les membres du Conseil de la nation sur le texte de loi de finances 2022, en novembre dernier, le Premier ministre - qui occupait aussi à l'époque le portefeuille des Finances -, Aïmene Benabderrahmane, avait estimé que la fraude et l'évasion fiscales ont atteint des niveaux "intolérables ", soulignant la détermination de l'Etat à améliorer le recouvrement fiscal.

" La fraude et l'évasion fiscales ont atteint des niveaux intolérables, notamment face aux besoins de financement pour la prise en charge des exigences du budget de l'Etat ", avait souligné le chef de l'Exécutif.

" A cet effet, l'Etat est déterminé à réhabiliter et à moderniser l'administration fiscale mais aussi à mobiliser les ressources matérielles et humaines ", a-t-il dit.

Soulignant que la modernisation de l'administration fiscale était au centre du processus de réforme et de développement de l'économie nationale, le Premier ministre a fait remarquer que le rétablissement de la confiance entre le citoyen et l'administration " constitue un facteur clé dans cette modernisation".

Le paiement de l'impôt " constitue l'un des éléments essentiels de la citoyenneté ", considère-t-il, rappelant que le volet relatif à la réforme fiscale globale dans le Plan d'action du gouvernement, " s'inscrit dans le cadre de la démarche globale visant à appuyer la nouvelle vision économique de l'Etat algérien et à faire face aux exigences des équilibres financiers, tout en préservant le caractère social des politiques publiques ".

Réitérant l'intérêt particulier accordé par les pouvoirs publics à l'amélioration du recouvrement fiscal, le Premier ministre a précisé que " le Gouvernement a décidé de mettre en place un programme d'action afin d'améliorer le recouvrement fiscal, à travers une refonte régime fiscal national en vue de corriger les dysfonctionnements et les pertes importantes qui touchent l'économie nationale ".



مجلس الأمة: المصادقة على نص قانون تسوية الميزانية لسنة 2019

صادق أعضاء مجلس الأمة, اليوم الثلاثاء بالجزائر, بالإجماع على نص قانون تسوية الميزانية لسنة 2019. وتمت المصادقة على نص القانون خلال جلسة التصويت التي جرت برئاسة, صالح قوجيل, رئيس المجلس, بحضور 90 عضوا فضلا عن 36 عضوا صوتوا عن طريق الوكالة.

, بلغت نفقات الميزانية العامة للدولة المنفذة فعليا في هذه السنة 8035,06 مليار دج اي بتراجع يقدر ب 406 مليار دج مقارنة ب2018 حيث كانت تبلغ 8441,60 مليار دج.



المصادقة على نص قانون تسوية الميزانية لسنة 2019

صادق اليوم أعضاء الغرفة العليا بالإجماع على نص قانون تسوية الميزانية لسنة 2019. في جلسة تمت برئاسة صالح فوجيل رئيس مجلس الأمة. وتمت المصادقة بحضور 90 عضوا فضلا عن 36 عضوا صوتوا عن طريق الوكالة. وخلال جلسة التصويت أكد وزير المالية عبد الرحمان راوية الاهتمام الكبير الذي توليه الحكومة للانشغالات المطروحة من طرف أعضاء مجلس الأمة ومجلس المحاسبة. مضيفا أنه يتم التكفل بهذه الملاحظات من قبل الاطراف المعنية.



بسبب الإجراءات الجديدة.. نقابة الوكالات السياحية :لا عمرة في رمضان.. وتحويلات البنوك تستغرق أسابيع

أكدت النقابة الوطنية للوكالات السياحية أن دفتر الشروط الجديد المنظم لعملية العمرة، لاسيما في مادته المتعلقة بالزامية تحويل العملة الصعبة عن طريق البنوك، سيؤخر تنظيم هذه الشعيرة لأزيد من شهر، وهو ما يحرم الجزائريين من زيارة البقاع المقدسة خلال شهر رمضان.

PERISCOOP

Soirperiscoop@yahoo.fr

Mercredi 30 mars 2022 - Page 2

Deuxième round

Après avoir été reçus une première fois par des représentants du ministère des Finances, les syndicats et représentants des professions libérales sont conviés à une seconde réunion.

Les médecins libéraux, les notaires, les avocats, les commissaires aux comptes et les architectes sont invités ce jeudi à une séance de travail avec à l'ordre du jour les questions relatives au régime d'imposition introduit par la loi de finances 2022 et rejetées en bloc par les professions libérales.



EAUX EMBOUTEILLÉES : Le prix de la soif



Entretien réalisé par Samira Belabed

Récemment, vous avez soumis une liste de produits au Premier ministre pour baisser leurs prix, notamment l'eau et les boissons. Y a-t-il eu une réponse favorable ?

Pas pour le moment. L'augmentation des prix des bouteilles est due à la hausse des prix de toutes les matières premières nécessaires à la fabrication de l'emballage. Il y a aussi la révision à la hausse des taxes prévues dans la loi de finances 2022. Nous en avons aussi soulevé la problématique. Je ne comprends pas que la TVA soit de 19% pour l'eau et lors de l'achat d'une voiture. Ce n'est pas normal. Dans d'autres pays, il existe plusieurs niveaux

ALI HAMANI, président de l'Association des producteurs de boissons

«Il faut baisser les taxes»

ALI HAMANI, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS ALGÉRIENS DE BOISSONS (APAB), revient, dans cet entretien, sur la situation du marché des eaux embouteillées dont les prix ont été revus à la hausse récemment.

de TVA. Il faut savoir aussi que la taxe sur un litre d'eau embouteillé a doublé, passant de 1 à 2 DA. Pour chaque bouteille d'eau de 1,5 litre, l'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau prend 3,24 DA, et le producteur se voit obligé d'augmenter le prix de sortie d'usine. L'Etat doit intervenir en procédant à la révision en baisse des taxes sur les matières premières de tous les produits de première nécessité.

Le système de taxation des produits de large consommation est dépassé. Le manque à gagner sera pallié par les recettes générées par la taxation des produits de luxe.

Pourquoi les prix ont connu récemment une hausse ?

Le problème doit être pris en charge en amont. Les services concernés doivent ouvrir des enquêtes sur cette hausse qui ont touché certaines marques. Il faut comparer le prix de

sortie des usines, les prix de vente dans le marché de gros et de détail pour déterminer la responsabilité de chacun. Certes, ces eaux ne sont pas subventionnées, mais des marques ont connu une hausse injustifiée.

Durant le Ramadhan, la demande sur ce produit augmente. Y a-t-il un programme supplémentaire pour assurer l'approvisionnement ?

La hausse de la demande sur le produit donne l'occasion aux spéculateurs d'augmenter les prix, même s'il est vrai que des producteurs ont augmenté légèrement les prix suite à la hausse des prix de certains intrants, matières premières et des frais de transport maritime. Il ne faut pas oublier aussi que le consommateur est parfois à l'origine de la tension sur certains produits, et cette attitude encourage les spéculateurs. Ce genre de comportement amplifie le problème, d'où l'importance d'ancrer et de

développer une culture de consommation rationnelle.

L'embouteillage est-il soumis à des contrôles de qualité ?

Absolument. Les eaux embouteillées sont parmi les produits les plus contrôlés sur le marché. Pour cela, je conseille aux consommateurs d'éviter les marques d'origine douteuse et de choisir celles qui sont connues.

Que proposez-vous comme autre solution pour réguler ce marché ?

L'entrée en production de l'usine de Skikda pour la fabrication de résine règlera le problème de l'importation de cette matière première, dont les prix ont connu une hausse sur le marché mondial. Des producteurs ont décidé aussi de mettre les prix sur les étiquettes. Malheureusement, des commerçants refusent de commercialiser ces produits.

■ S. B.

المصادقة على قانون تسوية الميزانية

سفيان.ع

وبلغت إيرادات الميزانية الفعلية 6594,65 مليار دج في 2019 أي زيادة 2.96 بالمائة مقارنة بإنجازات 2018 التي بلغت 6405,24 مليار دج. وبالموازاة مع ذلك، بلغت نفقات الميزانية العامة للدولة المنفذة فعليا في هذه السنة 8035,06 مليار دج أي بتراجع يقدر بـ406 مليار دج مقارنة بـ2018، حيث كانت تبلغ 8441,60 مليار دج. وتوزعت النفقات على ميزانية التسيير بنسبة 59 بالمائة مقابل 41 بالمائة لميزانية التجهيز.

العلاقات مع البرلمان بسمة عزوار، أكد وزير المالية عبد الرحمان زاوية الاهتمام "الكبير" الذي توليه الحكومة للانشفالات المطروحة من طرف أعضاء مجلس الأمة ومجلس المحاسبة، مضيفا أنه يتم التكفل بهذه الملاحظات من قبل الأطراف المعنية. يذكر أن قانون تسوية الميزانية لـ2019 يتضمن عجزا حقيقيا في الميزانية (مع احتساب النفقات غير المتوقعة) بلغ 1457 مليار دج، أي ما يمثل 7.13 بالمائة من الناتج الداخلي الخام.

صادق أعضاء مجلس الأمة، الثلاثاء بالجزائر، بالإجماع على نص قانون تسوية الميزانية لسنة 2019. وتم المصادقة على نص القانون خلال جلسة التصويت التي جرت برئاسة، صالح فوجيل، رئيس المجلس، بحضور 90 عضوا فضلا عن 36 عضوا صوتوا عن طريق الوكالة. وخلال جلسة التصويت التي حضرتها وزيرة

خلال لقاء وزير المالية بوفد من أوريدو،

بحث الفرص المتاحة لتعزيز الاستثمارات القطرية في الجزائر

تعتبره إطلاقها من أجل ترقية مناخ أعمال مواتي للاستثمار والمؤسسة.

وأشار الوزير في هذا الصدد إلى المراجعة القريبة للمنظومة التشريعية المتعلقة بالاستثمار في الجزائر بهدف تبسيط وتسهيل العمل الاستثماري.

واتفق الطرفان، من جهة أخرى، على العمل سويا من أجل تعزيز علاقات التعاون الاقتصادي والمالي بين البلدين، حسب المصدر نفسه.

لج

واستعرض السيد راوية والوفد القطري واقع الاستثمارات القطرية بالجزائر والفرص المتاحة من أجل توسيعها لتشمل قطاعات جديدة.

كما عبر الوفد القطري خلال هذا الاجتماع عن ارتياحه لمسير الحسن لاستثماراته بالجزائر معربا عن اهتمامه الكبير بتطوير وتنويع النشاطات في الجزائر، لاسيما بعد الإصلاحات الرامية إلى تحسين جاذبية الجزائر في مجال الاستثمار والشراكة.

واغتتم وزير المالية هذه المناسبة لتقديم سياسة الحكومة الجزائرية والأعمال التي

استقبل وزير المالية، عبد الرحمان راوية بالجزائر العاصمة وقدا من المجموعة القطرية أوريدو وتحرق معه إلى الفرص المتاحة من أجل توسيع الاستثمارات القطرية لتشمل قطاعات جديدة.

وقاد هذا الوفد رئيس مجلس إدارة مجموعة أوريدو للاتصالات، الشيخ فيصل بن ثاني آل ثاني، حسب نفس المصدر.

ووجه الطرفان بهذه المناسبةية بالنفس الجديد الذي تعرفه العلاقات الثنائية وهذا بعد الزيارة التي قام بها مؤخرا السيد رئيس الجمهورية إلى قاهر شهر فبراير الفارط.

من خلال الترويج لبوابتها للتصريح والدفع عن بعد "مساهمة-تيك"

المديرية العامة للضرائب تكثف الاتصال لتبسيط إجراءات دفع الضرائب

التي تم تشغيلها منذ جويلية 2021، والمخصصة لدافعي الضرائب التابعين للخدمات الضريبية غير المجهزة بنظام المعلومات "جباية-تيك".

للإشارة، فإن هذه البوابة الجديدة تهدف إلى تسهيل الإجراءات الإدارية وتبسيط الوفاء بالالتزامات الضريبية لدافعي الضرائب، من خلال السماح لهم بالتصريح بالضرائب والرسوم ودفعها على الإنترنت، وهي بوابة "متاحة حاليا لدافعي الضرائب في كل من ولايات وهران (مديرتي الشرق والغرب)، والشلف وتيسازة والجزائر (مديرية الغرب) ويومرداس وتمزي وزو والمسيلة وميلة وورقلة ولهزي وتمنراست وأدرار وتندوف ويشار، فيما يتم تعميمها تدريجيا في الولايات الأخرى.

وقد سمحت المناقشات عند نهاية اللقاء بالإجابة عن الأسئلة والانشغالات التي أثارها المشاركون.

وعليه، يشير ذات المصدر، فإن المديرية العامة للضرائب قد التزمت بـ "تكثيف عمليات الاتصال لتبسيط الإجراءات ومرافقة دافعي الضرائب وتجنب مخاطر التفسير الغاطس".

ل.ج

الواردة في قانون المالية لسنة 2022، والإجراءات الجديدة عن بعد التي نفذتها إدارة الضرائب مؤخرا، والتي تتيح لدافعي الضرائب خدمات ذات جودة من خلال وضعهم في صميم الإصلاحات التي تم إجراؤها، يهدف البيان.

ويهدأ الصدود، أشارت إلى أن اللقاء "سيمكن من إزالة الغموض حول تطبيق بعض الأحكام، مثل تلك المتعلقة بمجموع الدخل"، مشددة على الدور الهام الذي يمكن لشركاء إدارة الضرائب توليه، بصفتهم همزة وصل في تعزيز العلاقة بين دافعي الضرائب والخدمات الجبائية.

هذا وشهدت الندوة تقديم مداخلتين، بحيث ركزت الأولى على الأساليب الجديدة للتصريح عن مختلف الضرائب والرسوم ودفعها في إطار تطبيق أحكام قانون المالية لسنة 2022. ويتعلق الأمر أساسا بالضريبة على الدخل الإجمالي وضريبة التكوين المهني والتمهين والضريبة على العقار.

في حين شكلت المداخلة الثانية فرصة لتقديم عروض الخدمات الالكترونية لبوابة "مساهمة-تيك"، تلاها عرض عملي يشرح كيفية استخدام هذه البوابة

نظمت المديرية العامة للضرائب ندوة إعلامية حول الكيفيات الجديدة للتصريح بالضرائب ودفعها، والمدرجة في قانون المالية لسنة 2022، بما فيها بوابة التصريح والدفع عن بعد "مساهمة-تيك"، حسيما جاء في بيان لوزارة المالية.

ويأتي هذا الحدث، الذي نظم بالجزائر العاصمة بعد تخفيف القيود الصحية المستروضة لمكافحة فيروس كورونا، استثنافا لبرنامج عمل المديرية العامة للضرائب من حيث تنظيم اللقاءات قصد تعميم التصريح والإجراءات الجبائية، سواء من حيث السندات أو الضمانات.

وتم تنظيم هذا الاجتماع لفائدة الشركاء الأساسيين في إدارة الضرائب، لاسيما الجمعية الوطنية لمستشاري الضرائب الجزائريين (ANCFA) والنقابة الوطنية للخبراء المحاسبين (ONEC) والمنظمة الوطنية للمحاسبين المعتمدين (ONCA)، وضم الاجتماع حوالي مائة ممثل عن الهيئات المدعوة وكذا إيطارات من الإدارة الجبائية.

وفي كلمتها الافتتاحية، قدمت المديرية العامة للضرائب، أمال عبد اللطيف، عرضا شاملا عن الشداير الرئيسية

لسنة 2019

المصادقة على قانون تسوية الميزانية

يذكر أن قانون تسوية الميزانية لـ 2019 يتضمن عجزا حقيقيا في الميزانية (مع احتساب النفقات غير المتوقعة) بلغ 1457 مليار دج، أي ما يمثل 7,13 بالمائة من الناتج الداخلي الخام. وبلغت إيرادات الميزانية الفعلية 6594,65 مليار دج في 2019، أي زيادة بـ 2,96 بالمائة مقارنة بإنجازات 2018 التي بلغت 6405,24 مليار دج. وبالموازاة مع ذلك، بلغت نفقات الميزانية العامة للدولة المنفذة فعليا في هذه السنة 8035,06 مليار دج، أي بتراجع يقدر بـ 406 مليار دج مقارنة بـ 2018، حيث كانت تبلغ 8441,60 مليار دج. وتوزعت النفقات على ميزانية التسيير بنسبة 59 بالمائة مقابل 41 بالمائة لميزانية التجهيز.

صادق أعضاء مجلس الأمة، أمس بالجزائر، بالإجماع على نص قانون تسوية الميزانية لسنة 2019. تمت المصادقة على نص القانون خلال جلسة التصويت التي جرت برئاسة، صالح قوجيل، رئيس المجلس، بحضور 90 عضوا، فضلا عن 36 عضوا صوتوا عن طريق الوكالة. وخلال جلسة التصويت التي حضرتها وزيرة العلاقات مع البرلمان بسمة عزوار، أكد وزير المالية عبد الرحمان راوية الاهتمام «الكبير» الذي توليه الحكومة للانشفالات المطروحة من طرف أعضاء مجلس الأمة ومجلس المحاسبة، مضيفا أنه يتم التكفل بهذه الملاحظات من قبل الأطراف المعنية.

مدرجة في قانون المالية لسنة 2022

ندوة حول كيفيات التصريح بالضرائب ودفعتها

الجمعية الوطنية لمستشاري الضرائب الجزائريين (ANCFA) والنقابة الوطنية للخبراء المحاسبين (ONEC) والمنظمة الوطنية للمحاسبين المعتمدين (ONGA)، وضمّ الاجتماع حوالي مائة ممثل عن الهيئات المدعوة وكذا إطارات من الإدارة الجبائية. وفي كلمتها الافتتاحية، قدّمت المديرية العامة للضرائب، أمال عبد اللطيف، عرضاً شاملاً عن التدابير الرئيسية الواردة في قانون المالية 2022، والإجراءات الجديدة عن بعد التي نفذتها إدارة الضرائب مؤخراً، والتي تتيح لدافعي الضرائب خدمات ذات جودة من خلال وضعهم في صميم الإصلاحات التي تم إجراؤها، يضيف البيان.

نظمت المديرية العامة للضرائب ندوة إعلامية حول الكيفيات الجديدة للتصريح بالضرائب ودفعتها، والمدرجة في قانون المالية لسنة 2022، بما فيها بوابة التصريح والدفع عن بعد، مساهمة- تيك،، حسبما جاء في بيان لوزارة المالية. يأتي الحدث بعد تخفيف القيود الصحية المفروضة لمكافحة فيروس كورونا، استئنافاً لبرنامج عمل المديرية العامة للضرائب من حيث تنظيم اللقاءات قصد تعميم التشريع والإجراءات الجبائية، سواء من حيث السندات أو الضمانات. وتم تنظيم هذا الاجتماع لفائدة الشركاء الأساسيين في إدارة الضرائب، لا سيما

الخبير الاقتصادي بوشيشي بوحوص :

تخطي عجز الميزانية وانعاش الخزينة

اعتمادا كبيرا على الاستيراد لتلبية احتياجاتها من السلع الغذائية والخدمات، فسوف تدفع نصيبا كبيرا مما جنته من أرباح من ارتفاع أسعار النفط، والسلع والخدمات التي تستوردها.

فرصة للنهوض بقطاعات أخرى

بالمقابل يرى بوشيشي أن الاستفادة من مداخيل المحروقات يجب أن يرافقه قطاعات أخرى، مثل التحول إلى الطاقات المتجددة التي تستعمل بداية للاستهلاك الداخلي، لاسيما وإن الجزائر تمتلك جميع المؤهلات لتحقيق ذلك، للحد من الاستهلاك المحلي للغاز والنفط، وتوجيه الحصة الموفرة إلى التصدير.

وعبر المتحدث في الوقت ذاته عن أسفه لارتباط كل القطاعات بمدخيل المحروقات من نفط وغاز، منوها بأهمية تنويع النشاطات الاقتصادي من خلال تنويع أسواق التصدير والعائدات الضريبية، للتخفيف من حدة تقلب أسعار النفط التي لطالما كانت تؤثر بالسلب على الاقتصاد الوطني.

ويؤكد بوشيشي أن التنوع الاقتصادي من شأنه أن توجيه العملية الاقتصادية والهيكلية الاقتصادية اللازمة لاحتواء الطبقة العاملة المتصاعدة، إذ لا تستطيع صناعة النفط وحدها توفير فرص شغل دائمة.

مخاطر مستقبلية

فيما يخص المخاطر المستقبلية على سوق النفط في الجزائر، يقول بوشيشي إن تداول النفط ميني على التوقعات الجيو-سياسية ولا تحدد شروط دائمة، وبالتالي فنحن أمام سيناريوهين لمستقبل الحرب في أوكرانيا أولهما انتهاء المعارك بالأراضي الأوكرانية، وحصول اتفاق روسي أوكراني على إنهاء الحزب، وبالتالي عودة الأسعار إلى مستواها الأول.

أما السيناريو الثاني فيتمثل في استمرار الحرب، ومن ثمة سنكون أمام استمرار ارتفاع أسعار المحروقات، وعليه فإن الجزائر مجبرة على إيجاد بدائل للنقد الأجنبي خارج ريع المحروقات.

يرى الخبير الاقتصادي بوشيشي بوحوص، أن ارتفاع أسعار النفط في السوق العالمية قد يمنح الجزائر هامش تحرك لتخطي عجز ميزانية 2022، غير أنه شدد على ضرورة البحث عن بدائل أخرى لريع المحروقات لتحقيق الموازنة وانعاش الخزينة العمومية.
سارة بوسنة

قال الخبير الاقتصادي بوشيشي بوحوص في اتصال هاتفي مع "الشعب"، إن ميزانية الدولة للسنة الحالية بنيت على أساس سعر مرجعي 45 دولارا للبرميل النفط، ويعد القفزة الكبيرة في سعر هذه المادة بوضوله إلى قرابة 100 دولار للبرميل أتوقع وجود هامش تحرك مهم.

وتابع "الميزانية الحالية بنيت على أساس أن هناك عجز، حيث بلغت الإيرادات حوالي 5.6 مليار دج، أما النفقات فقدت بحوالي 6.3 مليار، أي عجز موازي بـ 0.7 مليار بفض النظر عن ميزانية التجهيز التي تقدر بـ 03 مليار دج، أي أن الحكومة مطالبة بتوفير ما يقارب بـ 03.7 مليار دج، وبالتالي فإن العجز مؤكد.

ويعتبر بوشيشي أن الارتفاع الحالي في أسعار المحروقات يعد فرصة لانعاش الاقتصاد الوطني، وإنقاذ الدولة من اللجوء إلى الاستدانة الخارجية إذا ما بقيت الأسعار على حالها إلى غاية نهاية السنة. وفرصة جيدة للحكومة لاستدراك فشل الحكومات السابقة، وبالتالي فرصة ذهبية لإعادة توجيه الاقتصاد الوطني للمحافظة على التوازنات الاقتصادية الكلية، مؤكدا أن بقاء الأسعار على حالها سيسمح بزيادة مخزون احتياطي الصرف مما يتيح للدولة بالدفع بالعملة الصعبة مقابل الاستيراد.

لكن على صعيد آخر، يرى بوشيشي أن الأرباح العالية التي ستجنيها الجزائر من ارتفاع أسعار النفط في السوق الدولية في ظل الأزمة الروسية الأوكرانية، ستتأثر بشكل كبير بسبب ارتفاع معدلات التضخم المستورد، وارتفاع تكاليف الإنتاج بسبب ارتفاع أسعار الطاقة.

ولأن الجزائر مثل بقية الدول العربية تعتمد



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger